



ECOWAS COMMISSION
COMMISSION DE LA CEDEAO
COMISSÃO DA CEDEAO



Division de la Réserve Régionale de Sécurité Alimentaire (DRRSA)

**Projet d'appui à la stratégie régionale de stockage pour la sécurité alimentaire en
Afrique de l'Ouest**

TERMES DE RÉFÉRENCE (TDR)

**Recrutement d'un consultant pour la capitalisation des méthodes de ciblage et de
distribution de l'aliment bétail existantes en Afrique de l'Ouest, la définition des critères
de sélection des pays bénéficiaires et l'élaboration d'une feuille de route pour
l'accompagnement des pays pilotes**

Août 2026





1. CONTEXTE ET JUSTIFICATION

1.1 Contexte

Le pastoralisme constitue un système important de production et de subsistance dans la région sahélienne, où il joue un rôle essentiel dans la sécurité alimentaire, la création d'emplois, les économies rurales et les échanges commerciaux régionaux. Fondé sur la mobilité des troupeaux et la valorisation des parcours naturels, il contribue de manière significative aux revenus de millions de ménages et à l'approvisionnement des marchés en viande, lait et autres produits d'élevage. Toutefois, ce système est confronté à des crises fréquentes et complexes, résultant de la combinaison des effets du changement climatique, de la récurrence des sécheresses, de la dégradation des ressources naturelles, de l'insécurité, des conflits armés, des tensions liées à l'accès aux ressources, des maladies animales et de la volatilité des marchés. Ces facteurs entraînent des déficits fourragers récurrents, une dégradation de l'état corporel des animaux, une baisse des productions animales, une mortalité accrue des troupeaux, et une décapitalisation progressive des ménages pastoraux. Ces épisodes entraînent alors une forte augmentation du prix de l'aliment bétail et une disponibilité limitée et mal répartie.

Face à la persistance des chocs au cours des dernières années, plusieurs États, organisations régionales, organisations non gouvernementales et partenaires techniques et financiers dans la sous-région ont développé diverses pratiques de ciblage des bénéficiaires dans le cadre des dispositifs d'urgence et des interventions en réponse aux crises pastorales. Cependant, ces pratiques de ciblage ne sont pas harmonisées, avec des critères et procédures de sélection et d'enregistrement variables selon les contextes, les objectifs, les pays et les institutions. On note aussi l'insuffisance de données fiables et de systèmes d'information. Les registres des éleveurs sont souvent incomplets, peu actualisés et faiblement digitalisés, ce qui complique l'identification et le suivi des bénéficiaires. La complexité des systèmes pastoraux rend plus difficile l'analyse de la vulnérabilité, qui doit prendre en compte, entre autres, la mobilité des éleveurs (y compris la mobilité transfrontalière) et la diversité des systèmes d'élevage rendent difficile l'application de critères de ciblage uniformes. Enfin, les contraintes opérationnelles et institutionnelles liées à l'insécurité, les difficultés d'accès, la faible intégration des systèmes d'alerte précoce, les risques d'erreurs d'inclusion ou d'exclusion et les pressions locales affectent la transparence, l'équité et l'efficacité du ciblage.

Les enjeux des pratiques de ciblage sont importants et peuvent impacter directement l'efficacité des interventions, notamment en réduisant les risques d'erreurs d'exclusion et d'inclusion.

A cet effet, le ciblage est un maillon important de protection des moyens d'existence pastoraux lors des crises. Il vise à assurer un accès rapide et équitable à un aliment bétail de qualité pour les éleveurs les plus vulnérables, afin de préserver l'état corporel des animaux, de limiter la mortalité du cheptel et de réduire les ventes de détresse. Son efficacité repose sur des



mécanismes transparents, une organisation logistique adaptée et une coordination étroite entre les institutions publiques, les organisations pastorales et les partenaires techniques. Le suivi des distributions permet de contrôler la conformité des opérations (quantités distribuées, couverture des bénéficiaires, respect des critères de ciblage et gestion des plaintes), tandis que les évaluations post-distribution (Post Distribution Monitoring – PDM) mesurent les effets des interventions sur la disponibilité de l'aliment bétail, l'évolution des prix, l'état des troupeaux, la protection des moyens d'existence et la résilience des ménages pastoraux. Les enseignements tirés de ces évaluations alimentent l'amélioration continue des dispositifs de réponse et renforcent leur efficacité lors des crises futures.

Le ciblage et la distribution de l'aliment bétail en zone pastorale font face à des défis considérables à lever. Ils sont entre autres :

- Les difficultés à distinguer les ménages réellement affectés par le déficit fourrager avec le risque d'exclusion des plus vulnérables ou d'inclusion de bénéficiaires non prioritaires ;
- Les difficultés à localiser les bénéficiaires au moment de la distribution du fait des déplacements saisonniers des transhumants ;
- Insuffisances ou fiabilités des données rendant le ciblage peu précis ;
- L'inaccessibilité des zones d'insécurité excluant de fait les populations affectées par la crise ;
- La faible participation des femmes, des jeunes, des ménages dirigés par des femmes, des personnes déplacées ainsi que des groupes pastoraux mobiles ou transfrontaliers aux mécanismes d'identification, de ciblage, d'enregistrement, de distribution et de suivi de l'aliment bétail ;
- La persistance des barrières institutionnelles, économiques, sociales, géographiques limitant leur participation et leur accès aux mécanismes comme acteurs clés ;
- La nécessité de rendre l'aliment bétail disponible avant que la mortalité animale et les pertes économiques ne deviennent importantes ;
- L'enclavement ou l'isolement des zones pastorales rendant le coût du transport très important qui augmente le coût total de l'aliment ;
- La diversité de normes de qualité applicable à l'aliment bétail ;
- La nécessité de réduire les risques liés au mauvais ciblage (erreurs d'inclusion et d'exclusion, les tensions communautaires, la revente de l'aliment bétail distribué, la dépendance à l'aide, la distorsion des marchés) ;
- La nécessité d'améliorer la transparence à travers la digitalisation (géolocalisation des BAB, registres numériques des bénéficiaires, traçabilité et contrôle...) ;



- Dans une logique de décider si l'intervention de la réserve est nécessaire, il est important que les critères de déclenchement retenus reposent sur une combinaison d'indicateurs objectifs¹

En conclusion, pour faire face à ces défis et enjeux majeurs, la logique d'intervention de la Réserve doit se construire sur un véritable système régional d'anticipation, de ciblage et de réponse pastorale connecté aux systèmes d'alerte précoce, aux banques d'aliment bétail, aux données satellitaires et aux mécanismes de financement anticipé.

Pour ce faire, la présente étude s'appuie et prolonge plusieurs initiatives de l'ARAA notamment : i) la capitalisation et enseignements de la RRSA sur les méthodes de ciblage mises en œuvre par les dispositifs nationaux de réponse aux crises alimentaires et nutritionnelles ; ii) les acquis du projet PRISMA sur la distribution d'aliment bétail au sein des organisations pastorales et le géoréférencement des Banques d'Aliment Bétail ; iii) autres exercices de capitalisations conduites par le Réseau Billital Maroobé (RBM), AGRHYMET/CILSS, APSS, CORET etc.

1.2. Problématique à traiter

Dans la perspective de renforcer l'efficacité, la transparence et l'équité des interventions en réponse aux crises pastorales, au niveau national et régional, il apparaît nécessaire de capitaliser les expériences existantes, afin d'en tirer les bonnes pratiques, les enseignements pour alimenter l'opérationnalisation de la composante aliment bétail de la RRSA et notamment aboutir à l'élaboration d'un référentiel harmonisé des pratiques de ciblage, de distribution de l'aliment bétail en situation d'urgence pastorale et de suivi post distribution.

Cette étude s'inscrit en effet dans le cadre du Projet d'appui à la stratégie régionale de stockage pour la sécurité alimentaire en Afrique de l'Ouest (Stock II), financé par l'Union européenne et mis en œuvre par la CEDEAO avec l'appui de l'AECID et de l'AFD. Elle contribue directement aux résultats R1 et R3 de l'objectif spécifique 1² du volet AECID du programme. Elle constitue une activité préalable au déploiement de l'opération pilote de ciblage et de distribution d'aliment bétail prévue par le programme.

Dans ce cadre, il est envisagé de recruter un consultant chargé de conduire une analyse approfondie, comparative et documentée des approches, des outils, des critères et des mécanismes de déploiement actuellement utilisés par les pays pour identifier et sélectionner les ménages pastoraux et agropastoraux vulnérables éligibles aux distributions d'urgence de l'aliment pour bétail.

¹ Déficit fourrager + mortalité animale + dégradation de l'état corporel + hausse exceptionnelle du prix de l'aliment + mouvements anormaux de transhumance + vulnérabilité des ménages pastoraux

² Opérationnaliser la composante aliment bétail de la RRSA afin de protéger le secteur de l'élevage en répondant à temps opportun aux crises pastorales en lien avec le déficit fourrager.»



L'étude inclura l'élaboration d'un référentiel régional de ciblage et de distribution d'aliment bétail en situation d'urgence pastorale et de suivi post-distribution. Le référentiel décrit les critères de déclenchement, les sources d'information (PREGEC, SAP, RCPA), les critères de ciblage, la méthodologie de quantification des besoins, les modalités de distribution (gratuite, subventionnée, coupons, distribution à travers les BAB, la gouvernance institutionnelle, la redevabilité et la gestion des plaintes, le suivi/évaluation) et les mécanismes de suivi des interventions et d'évaluation des impacts post-distribution. Le référentiel précisera également les principes de protection des données personnelles et de sécurisation des registres de bénéficiaires, les dispositions de prévention des doublons et fraudes, ainsi que les mécanismes permettant l'auditabilité et la vérification indépendante des opérations. Le référentiel intégrera aussi des critères de ciblage, de distribution et de suivi post distribution de l'aliment bétail sensibles au genre et aux jeunes. Le référentiel fera l'objet d'une validation par les parties prenantes des pays dont leurs capacités seront renforcées pour assurer une mise en œuvre harmonisée, transparente et efficace des interventions de soutien pastoral en situation de crise. A cet effet, l'étude aboutira à l'élaboration d'une feuille de route qui décrit les actions prioritaires et les étapes recommandées pour accompagner les pays pilotes.

Les présents termes de références définissent les objectifs, les résultats attendus de l'étude, les principales missions/tâches à confier au consultant et les compétences requises pour l'exécution de la mission.

2. OBJECTIFS ET RESULTATS ATTENDUS

2.1. Objectifs

Renforcer l'efficacité et la cohérence de la réponse aux crises pastorales à travers la capitalisation et l'analyse des expériences nationales et régionales et l'élaboration d'un référentiel régional harmonisé pour le ciblage des ménages vulnérables, la distribution coordonnée des aliments pour bétail, le suivi des distributions et l'évaluation post-distribution.

De manière spécifique, la mission vise à :

- Capitaliser les pratiques existantes de ciblage et de distribution de l'aliment bétail dans les 7 pays retenus sur la base de la diversité de leurs expériences et élaborer à partir des bonnes pratiques et enseignements tirés de la capitalisation, un référentiel régional harmonisé et opérationnel pour guider les interventions de la RRSA.
- Définir une grille multicritère transparente de sélection des deux pays pilotes, permettant de hiérarchiser les pays sur la base de critères techniques, institutionnels, opérationnels, sécuritaires, logistiques et de disponibilité des données.



- Développer les outils et supports et assurer le renforcement des capacités des acteurs nationaux des pays pilotes à disséminer les résultats de la capitalisation et à utiliser le référentiel de ciblage et de distribution ;
- Elaborer une feuille de route pour démarrer une phase pilote d'accompagnement de deux pays dans l'implémentation des outils et approches de ciblage et de distribution de l'aliment bétail.

2.2. Résultats attendus

À l'issue de la mission :

- Les pratiques, expériences et mécanismes existants de ciblage et de distribution de l'aliment bétail et les bonnes pratiques, enseignements et facteurs de réussite dans les sept pays retenus par les acteurs étatiques et non-étatiques sont identifiés ;
- Un référentiel régional harmonisé, opérationnel et adapté au contexte pastoral pour le ciblage et la distribution de l'aliment bétail est élaboré et validé. Ce référentiel définit les critères d'éligibilité des bénéficiaires, les critères de vulnérabilité pastorale, les méthodes et outils de ciblage, les modalités de validation et de priorisation des bénéficiaires, les mécanismes de distribution et de traçabilité, les rôles et responsabilités des différents acteurs, les mécanismes de suivi, de contrôle et de redevabilité, les dispositions spécifiques aux situations de crise pastorale.
- Les outils et les supports de formation et d'accompagnement des acteurs nationaux et régionaux sur les méthodes harmonisées de ciblage, de distribution et de suivi-évaluation des interventions pastorales sont élaborés et validés.
- Les acteurs nationaux disposent d'outils, de connaissances et de compétences leur permettant d'appliquer de manière harmonisée et opérationnelle le référentiel dans leurs interventions de sécurité alimentaire et de réponse aux crises pastorales.
- Définition de critères de sélection des pays décrivant les conditions minimales requises pour la RRSA pour démarrer une phase pilote est développée : clarification des mandats des parties prenantes, méthodes de ciblage validées, disponibilité de la base de données des bénéficiaires, les zones prioritaires connues, seuils d'interventions définis, la situation des stocks, protocole de contrôle qualité validé, les modalités de distribution validées, les outils de suivi, les mécanismes de plaintes, les acteurs formés,
- Les risques opérationnels, fiduciaires, sécuritaires, sociaux et environnementaux associés au ciblage et à la distribution sont identifiés, ainsi que les mesures d'atténuation correspondantes. Une feuille de route régionale pour le démarrage de la phase pilote de ciblage et de distribution de l'aliment bétail est élaborée, validée et assortie d'un calendrier de mise en œuvre de la phase pilote

3. METHODOLOGIE

3.1. Portée de l'étude

La capitalisation couvre les pays de la CEDEAO, UEMOA et CILSS, membres du dispositif régional de prévention et de gestion des crises alimentaires. Sept pays seront sélectionnés sur



la base de la diversité et de la profondeur de leurs expériences pour étudier les pratiques en vigueur, notamment dans les espaces sahéliens des pays où la réponse aux crises pastorales fait intervenir une diversité d'acteurs opérationnels. Ces pays sont entre autres l'espace sahélien de la Mauritanie, du Sénégal, du Mali, du Niger, du Burkina Faso, du Tchad ainsi que du Nord Nigeria. L'expérience des pays côtiers qui accueillent les transhumants devra également être considéré dans la capitalisation. La capitalisation tiendra compte de l'ensemble de la chaîne d'intervention³ selon l'approche méthodologique décrite ci-après

3.2. Approche méthodologique générale

Le consultant proposera, lors d'une réunion de cadrage avec la Division de la RRSA, une approche méthodologique combinant la revue documentaire, la collecte de données qualitatives et quantitatives, les consultations régionales, nationales et locales (notamment en impliquant les réseaux et organisations d'éleveurs), les analyses comparatives (selon différents facteurs tels que le délai et la facilité de déploiement opérationnels, la précision, l'acceptabilité, les moyens humains et financiers nécessaires), les ateliers de restitution et de validation ainsi que le chronogramme de démarrage de la phase pilote.

3.3.Périmètres et finalité de l'étude

L'étude de capitalisation couvrira les six pays retenus de commun accord avec la RRSA et analysera l'ensemble de la chaîne de ciblage et de distribution de l'aliment bétail, depuis l'identification des zones et populations pastorales vulnérables jusqu'à la réception et au suivi post-distribution. Elle portera principalement sur :

- L'identification des besoins, à partir des déficits fourragers, de la vulnérabilité des ménages, de l'état du cheptel, des mouvements de transhumance et des systèmes d'alerte précoce ;
- le ciblage géographique, communautaire, des villages et des bénéficiaires, notamment les critères d'éligibilité, de vulnérabilité et de priorisation, y compris pour les éleveurs mobiles et transhumants ;
- les modalités de distribution, telles que la distribution directe, les banques d'aliment bétail, les ventes subventionnées, les coupons, les e-vouchers et les mécanismes numériques ;
- la chaîne opérationnelle, de la planification et l'acquisition jusqu'au stockage, transport, distribution, contrôle et suivi ;

³ Identification des zones et populations pastorales vulnérables jusqu'à la réception et au suivi post-distribution de l'aliment bétail



- la gouvernance et les responsabilités des acteurs aux niveaux régional, national et local ;
- les outils et systèmes d'information, notamment les bases de données, SIG/GIS, géolocalisation, télédétection, NDVI, applications numériques et systèmes de suivi des stocks ;
- La qualité, la transparence, la traçabilité et la redevabilité des opérations ;
- L'efficacité des pratiques, selon des critères de pertinence, coût, rapidité, équité, transparence, faisabilité, durabilité et répliquabilité ;
- Les méthodes de suivi des distributions, d'évaluation post distribution et de mesure de l'impact des interventions. La prise en compte du genre, de l'inclusion sociale, de la mobilité transfrontalière et de la sensibilité aux conflits dans la conception et la mise en œuvre des opérations.
- Les mécanismes de redevabilité envers les populations affectées : information préalable, transparence des listes, canaux de plaintes et recours, traitement des réclamations, retour d'information aux communautés et prévention des abus ;
- L'analyse des effets potentiels des différentes modalités de distribution sur les marchés locaux de l'aliment bétail, afin d'éviter les distorsions et de déterminer les conditions dans lesquelles privilégier la distribution gratuite, la vente subventionnée, les coupons/e-vouchers ou l'approvisionnement via les BAB ;

La capitalisation permettra d'identifier les bonnes pratiques à généraliser, les pratiques prometteuses à tester, celles à améliorer et celles à éviter, ainsi que les conditions nécessaires à leur mise à l'échelle régionale.

L'étude sera orientée vers l'opérationnalisation et ne cherchera pas à refaire les diagnostics pastoraux ou les études générales sur l'approvisionnement en aliment bétail. Elle devra surtout répondre à la question suivante : **Comment identifier équitablement les zones et les éleveurs vulnérables, les sélectionner de manière transparente et leur distribuer l'aliment bétail de façon efficace, rapide, accessible et traçable et, enfin, comment mesurer les impacts des interventions.**

Ce faisant, l'étude aura pour finalité l'établissement d'un cadre commun de référence qui définit les principes, critères, normes, méthodes, procédures, rôles et outils permettant d'identifier les bénéficiaires, de déclencher, d'acquérir, de stocker et de distribuer l'aliment bétail de manière transparente, équitable, efficace et traçable dans le cadre de la RRSA.

3.4. Etapes

La mission du consultant se déroulera en deux parties intégrant l'étude technique, le développement des outils et le renforcement des capacités des acteurs.



L'étude technique combinera :

- la revue bibliographique,
- la collecte de données sur le terrain et à distance,
- une phase d'exploitation des données collectées,
- la rédaction et la validation des livrables.

La démarche méthodologique à adopter est qualitative, comparative et participative.

Elle doit permettre d'atteindre les objectifs de l'étude et l'élaboration des livrables. i) la capitalisation part des acquis existants sans reproduire les travaux déjà conduits ; la co-construction du référentiel avec les acteurs ; iii) chaque recommandation du référentiel est adossée à une pratique observée et documentée.

L'approche méthodologique reposera sur une démarche mixte, comparative, participative et orientée vers la capitalisation, couvrant l'ensemble de la chaîne d'intervention, depuis l'identification et l'anticipation des besoins jusqu'au suivi et à l'évaluation des distributions. Elle combinera revue documentaire, analyse des systèmes d'alerte et des données pastorales, cartographie des acteurs et des processus, collecte qualitative et quantitative de données, études de cas, analyse multicritère des modalités de distribution et ateliers de co-construction et de validation.

Tableau : Synthèse méthodologique

Etapes	Contenus	Finalités
Etape 1 : Cadrage et cartographie des pratiques	- Revue documentaire - Cartographies des acteurs (niveau régional, national et local)	Cette cartographie permettra de déterminer qui intervient à chaque étape de la chaîne
	-	
Etape 2 : Analyse des approches de ciblage en quatre niveaux	- Ciblage géographique - Ciblage communautaires - Ciblage des ménages - Ciblage des ménages mobiles	Disposer d'une évaluation des coûts selon le type de ciblage
Etape 3 : Analyse comparative des modalités de distribution	- Distribution gratuite/directe - Vente subventionnée - Distribution via les BAB - Digitalisation - Combinaison de plusieurs modalités	Disposer d'une matrice multicritère : pertinence, rapidité, coût par bénéficiaire, couverture, équité, transparence, traçabilité



Etape 4 : Cartographie de la chaîne logistique et opérationnelle pour connaître les risques et goulots d'étranglement	- Identification des goulots d'étranglement au niveau de l'évaluation des besoins, de la décision d'intervention, planification, acquisition, contrôle qualité, etc.	Mise à disposition d'une cartographie des risques et des goulots d'étranglement.
Etape 5 : Analyse des outils et systèmes d'information pour la prise de décision	- Examen des bases de données, des plateformes numériques, des applications mobiles de gestion des stocks, des bulletins d'alerte pastorale	Constituer une chaîne de données décisionnelle : Quelle information est nécessaire, qui la produit, à quel moment, dans quel format et pour quelle décision ?
Etape 6 : Gouvernance et répartition des responsabilités des acteurs	- Identifier les rôles et responsabilités des acteurs impliqués tout au long du processus	Cartographie institutionnelle des acteurs aux niveaux régional, national, déconcentré et local
Etape 7 : Collecte des données sur terrain	- Réalisation d'entretiens semi-directifs, focus groupe, enquêtes, etc. -	Rapport de collecte des données disponibles
Etape 8 : Rapport de capitalisation des pratiques	- Atelier de validation du rapport	Rapport disponible
Etape 9 : Elaboration du référentiel	- Atelier de validation du référentiel	Référentiel disponible
Etape 10 : Analyse des besoins et des mécanismes de déclenchement pour savoir à quel moment et sur la base de quelles informations faut-il déclencher une intervention de la RRSA en faveur du cheptel	- Définition des indicateurs environnementaux - Définition des indicateurs zootechniques - Définition des indicateurs socio-économiques - Définitions des indicateurs de mobilité pastorale	Construire une matrice de déclenchement permettant de passer des données d'alerte à une décision opérationnelle
Etape 11 : Définition et application des critères de sélection des pays pilotes	- Construction d'une grille multicritère pondérée : niveau de vulnérabilité pastorale, fonctionnalité du SAP, disponibilité des données et stocks, capacités institutionnelles et logistiques, accessibilité/sécurité,	Disposer d'un classement argumenté et transparent permettant de proposer les deux pays pilotes.



	mécanismes de redevabilité et engagement du pays.	
Etape 12 : Elaboration de la feuille de route et du dispositif de suivi de la phase pilote	- Définition des activités, responsabilités, calendrier, ressources, indicateurs de performance, risques et mesures d'atténuation.	Disposer d'une feuille de route opérationnelle directement exploitable pour le lancement de la phase pilote.

4. TACHES DU CONSULTANT ET LIVRABLES

4.1. Tâches du consultant

Le consultant sera chargé notamment de :

- Conduire une analyse approfondie et comparative des pratiques de ciblage des bénéficiaires, de distribution, du suivi des distributions et de l'évaluation post-distribution des aliments pour bétail en situation d'urgence ;
- Identifier et documenter les pratiques existantes, les forces et faiblesses ;
- Faire une évaluation des coûts et des besoins en RH des différentes méthodes/approches de ciblage ;
- Faire ressortir les critères, outils, approches et méthodes susceptibles d'être harmonisés au niveau régional pour intervenir en cas de crise pastorale ;
- Identifier les éléments de convergences, les spécificités et divergences des approches, les bonnes pratiques et innovations et les besoins de renforcement des capacités ;
- Elaborer un référentiel régional de ciblage, de distribution, du suivi des distributions et de l'évaluation post-distribution de l'aliment bétail en Afrique de l'Ouest en situation d'urgence qui décrit les critères de déclenchement, les sources d'information, les critères de ciblage, la quantification des besoins, les modalités de distribution (gratuite, subventionnée, coupons, distribution à travers les BAB, la gouvernance institutionnelle, les dispositions opérationnelles relatives au genre et à l'inclusion sociale, à la protection des données des bénéficiaires, à la redevabilité, à la gestion des plaintes et à la sensibilité aux conflits, le suivi/évaluation), le suivi des distributions et l'évaluation post-distribution ;
- Annexer au référentiel les principaux outils de ciblage des distributions et de suivi-évaluation (fiche d'évaluation de la vulnérabilité, de ciblage, d'enregistrements des bénéficiaires, gestion des plaintes, méthode de suivi des distributions et d'évaluation post-distribution) ;
- Faire valider le référentiel par un processus de consultations des parties prenantes et identifier les deux pays les mieux adaptés pour la phase pilote ;
- Elaborer des outils et supports de formation et d'accompagnement des acteurs nationaux et régionaux sur les méthodes harmonisées de ciblage, de distribution et de suivi-évaluation des interventions pastorales ;



- Proposer une grille multicritère pondérée de sélection des pays pilotes, l'appliquer aux pays présélectionnés et documenter de manière transparente la recommandation des deux pays pilotes ;
- Elaborer une feuille de route de mise en œuvre de la phase pilote assortie d'un chronogramme, des responsabilités et des besoins en ressources ;
- Proposer un dispositif de suivi de la phase pilote comprenant des indicateurs de processus, de résultats et d'effets, les sources de vérification, la fréquence de collecte et les responsabilités de reporting.

4.2. Livrables attendus

Le consultant produira les livrables suivants :

- Une note de cadrage méthodologique (15 pages maxi) y compris le plan de travail, les outils de collecte (guides d'entretien, grille comparative) et le canevas de rapport ;
- Un rapport de capitalisation des approches, des outils, des critères de vulnérabilité et des mécanismes de ciblage, des approches de suivi des distributions et de l'évaluation post-distribution des ménages pastoraux vulnérables (50 pages maxi hors annexes) ;
- Un référentiel régional harmonisé de ciblage des bénéficiaires et de distribution d'aliment bétail en situation d'urgence (30 pages maxi) ;
- Les outils et les supports de formation et d'accompagnement des acteurs nationaux et régionaux sur les méthodes harmonisées de ciblage, de distribution et de suivi-évaluation des interventions pastorales ;
- Un plan de renforcement des capacités des parties prenantes (10 pages maxi) ;
- Une feuille de route opérationnelle de démarrage de la phase pilote assortie d'un chronogramme, des rôles et responsabilités des parties prenantes ;
- Un rapport de l'atelier régional de validation.

5. DUREE DE LA MISSION

La mission se déroule sur une période de trois (03) mois, à compter de la signature du contrat, avec une charge de travail estimée à 30 hommes/jours. Le consultant proposera dans son offre une ventilation détaillée des 30 hommes/jours par phase et par livrable. Le calendrier devra faire apparaître les périodes de revue et de validation par la Division de la Réserve Régionale de Sécurité Alimentaire de l'ARAA et les parties prenantes, sans que celles-ci ne réduisent le temps effectif consacré aux travaux techniques.



6. PROFIL DU CONSULTANT

6.1. Formation :

Diplôme universitaire de niveau Bac+5 au minimum en élevage, économie pastorale, sécurité alimentaire, gestion des risques, développement rural ou disciplines connexes ;

6.2. Expériences générales

- Au moins 10 années d'expérience professionnelle dans les domaines du pastoralisme, de la sécurité alimentaire, de la résilience ou de la gestion des crises pastorales.
- Expérience avérée dans la conduite d'études régionales en Afrique de l'Ouest dans le domaine pastoral ;
- Bonne connaissance des institutions régionales (CEDEAO, UEMOA, CILSS, OPE - RBM, APRESS, CORET, OPE nationales -, ARAA) des projets pastoraux - PRAPS, PRADEP, PEPISAO-, et des organisations internationales : FAO, ONG intervenant dans le domaine pastoral ;
- Expérience de collaboration avec les organisations régionales et les agences internationales intervenant dans la réponse aux crises pastorales et agro-pastorales ;
- Une expérience démontrée dans la conception ou l'évaluation de mécanismes de ciblage ou de soutien aux moyens d'existence en situation d'urgence constituera un avantage important.
- Excellentes capacités rédactionnelles en français ; la connaissance de l'anglais constitue un atout.

6.3. Expériences spécifiques

Le consultant devra justifier des expériences démontrées dans :

- Expertise en gouvernance des crises pastorales : analyse des politiques publiques, des dispositifs institutionnels de gestion des crises, capitalisation des bonnes pratiques et élaboration de référentiels régionaux harmonisés conformes aux cadres de la CEDEAO et de l'UEMOA ;
- Maîtrise des approches de ciblage et d'analyse de la vulnérabilité : ciblage communautaire, géographique et fondé sur la vulnérabilité, analyse des déficits fourragers et utilisation des systèmes d'alerte précoce (PREGEC, Cadre Harmonisé, SAP) ;
- Expérience dans la protection des moyens d'existence pastoraux : conception et mise en œuvre de mécanismes de distribution d'aliment bétail, gestion des Banques d'Aliments pour Bétail (BAB), réserves pastorales et approches de résilience et d'action anticipatoire (Anticipatory Action) ;
- Expérience régionale en contexte sahélien : conduite d'interventions et coordination d'actions dans des contextes fragiles, transfrontaliers et à l'échelle régionale, en collaboration avec les institutions, les organisations pastorales et les partenaires techniques et financiers.



6.4. Compétences techniques

Le consultant devra démontrer une maîtrise de :

- Méthodes d'étude et d'analyse : collecte de données quantitatives et qualitatives, conduite d'entretiens, groupes de discussion, ateliers participatifs, analyse statistique, traitement des données, cartographie et analyse spatiale ;
- Expertise en élaboration d'outils techniques : conception de référentiels harmonisés, guides méthodologiques, procédures opérationnelles, notes de politique et autres documents techniques à portée nationale et régionale ;
- Compétences en concertation et facilitation : animation d'ateliers, conduite de consultations multipartites avec les organisations pastorales, les services techniques et les institutions régionales ;
- La prise en compte des aspects liés à la redevabilité et la protection des bénéficiaires, aux mécanismes de gestion des plaintes, à la prévention des erreurs d'inclusion/exclusion, la protection des données et aux principes de sensibilité aux conflits dans les interventions d'urgence.
- Excellentes capacités de communication : parfaite maîtrise du français et bonne connaissance de l'anglais, facilitant les échanges et les consultations à l'échelle régionale.

7. CRITERES D'EVALUATION DES OFFRES

Domaine	Exigences minimales	Notations
Qualité de l'offre technique et de l'évaluation des couts des méthodes de ciblage– incluant la pertinence de l'approche de capitalisation, la méthode d'analyse comparative, la démarche de sélection des pays pilotes, le dispositif de collecte et le chronogramme.	Compréhension de la mission, proposition méthodologique et plan de travail	50
Formation	Bac+5 minimum	5
Expérience générale	≥10 ans	5
Expérience spécifique	≥5 ans dans le pastoralisme et les interventions d'urgence	10
Études de capitalisation	Au moins 3 références similaires	5
Connaissance régionale	CEDEAO-UEMOA-CILSS	5
Expérience dans la conception ou l'évaluation de mécanismes de ciblage ou de soutien aux moyens	Au moins 2 références	5



d'existence en situation d'urgence		
Outils de collecte et d'analyse	Maîtrise avérée	5
Facilitation et concertations régionales	Expérience confirmée	5
Capacités de communication	Français obligatoire, anglais un atout	5
Total		100

Seuls les candidats ayant obtenu une note technique minimale de 70 points sur 100 seront considérés comme techniquement qualifiés et admis à l'étape de l'évaluation financière. Les offres dont la note technique est inférieure à ce seuil seront écartées.

8. PROCESSUS DE SELECTION DU CONSULTANT

Le consultant sera sélectionné selon la méthode de sélection de consultants individuels tels que décrit à l'article 63 du en application du code des marchés de la CEDEAO.